GUELMA

Logements sociaux ou camp de concentration ?

Les 150 logements sociaux entrant dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP) réalisés, il y a plus de deux années dans la commune de Bendjerah, distante de 7 kilomètres seulement de la ville de Guelma, au profit des couches sociales démunies, ont déçu les attributaires.

Pour acquérir un logement, le pauvre postulant a été dans l'obligation d'accepter le nouveau logement tel qu'il est, un logement inachevé à 50%. Sans eau, ni électricité, ni boiserie, ni carrelage, ni gaz naturel, surtout en cette période hivernale, ils ont plutôt cautionné leur misère qui ne cessa d'évoluer de jour en jour, dans des conditions de vie précaires et lamentablement régressives. La nouvelle cité de 150 logements sociaux dans la commune de Bendjerah souffre le martyre, en raison du marasme et de la léthargie qui la caractérisent : les problèmes sociaux et la malvie la frappent de plein fouet.

Ainsi cette cité est dépourvue d'un réseau d'AEP fiable, l'état des bâtiments est déplorable ; le réseau d'assainissement est réduit et l'éclairage public est défaillant ; ces logements sociaux ne sont toujours pas raccordés au réseau électrique et ne disposent pas d'AEP, ce qui pénalise plus de 200 familles installés depuis l'année dernière (2007).

Les habitants ont essayé par tous les moyens de sensibiliser les responsables concernés, à leur tête le wali de Guelma pour améliorer leur quotidien, mais en vain. Coupés de tout, ces pauvres malheureux font ce qu'ils peuvent pour vivre en paix.

L'état des routes est devenu un véritable casse-tête pour les automobilistes et les transporteurs de voyageurs qui évitent la cité, ce qui pénalise particulièrement les enfants scolarisés et les personnes âgées qui ne peuvent effectuer le trajet pour se rendre au chef-lieu de wilaya de Guelma distante de 7 km. Aussi, l'amer constat effectué sur les lieux est choquant : portes et fenêtres béantes, zinc, parpaings.

Des odeurs nauséabondes reflétaient parfaitement le mal vivre et la misère d'une couche sociale entièrement résignée et soumise. Cadre de vie propice à tous les maux et fléaux sociaux, sans parler de la pénurie d'eau potable et de l'insalubrité des lieux. Les MTH menacent sérieusement à travers une misère évolutive, et ce, en raison d'un laxisme notoire des responsables.

B. A.

TIZI-OUZOU

Beaucoup reste à faire à Aït Yahia

Les projets lancés partiellement par la précédente équipe dirigeant la commune d'Aït Yahia reprendront-ils de nouveau avec l'actuelle APC ?

Les bénéficiaires inscrits dans les différents chantiers auront du mal à attendre davantage, vu l'impossibilité à installer l'exécutif communal issu de la dernière élection. Hormis le P/APC et l'administration communale, qui, semble-t-il, s'accrochent à l'idée de relancer les projets relatifs à l'économie rurale, tout s'y prête à la dissuasion et à l'indifférence.

Sachant que la commune d'Aït Yahia est l'une des rares localités des hautes montagnes à disposer de domaines agricoles, on s'attellera à remettre sur pied des investissements qui concernent l'agriculture, l'élevage et l'artisanat. Pour la plupart des œuvres, les opérations à titre collectif seront réalisés avec le soutien des PSD avec plus 7,8 millions de DA auxquels s'ajouteront les montants dépassant 1,6 million de dinars d'équipement public en PCD. «Nous comptons relancer des opérations de grande envergure à commencer par le siège de l'APC, l'achèvement des logements et locaux qui se font attendre par les citoyens des 48 villages depuis des lustres», dira en substance le P/APC, issu de la liste RCD.

Sur le chapitre relatif au projet de développement rural intégré de la localité, de petites unités individuelles seront créées pour une vingtaine de promoteurs répartis sur les secteurs de l'élevage, l'agriculture, l'artisanat... ce qui nécessitera une participation personnelle (auto-financement) et un soutien financier émanant de différentes sources dont les dispositifs Angem, FNDIA, Ansej et autres organismes moyennant un crédit de 1 704 250 DA.

Certes, il y aura de l'argent, comme l'affirme-t-on dans les services de l'APC, mais comme toutes les communes retirées, Aït Yahia souffre de manques avérés et les villageois ne cessent d'attendre d'éventuelles réalisations.

«Des retards ont été signalés çà et là pour des raisons parfois subjectives quant aux projets de développement et de l'amélioration du cadre de vie du citoyen», expliquera le SG de l'APC qui estime que le fait de ne pas procéder à l'installation de l'exécutif ne fera qu'alourdir encore les tâches à de telles réalisations dont les retombées pèseront sans doute sur le citoyen.»

La commune d'Aït Yahia n'arrive toujours pas à clore les dossiers de construction d'une crèche, d'un CEM et d'un lycée qui viendraient soulager des dizaines, voire des centaines d'élèves, le long de leur scolarité. D'ailleurs à chaque période hivernale, ces potaches voient forcément leur congé prolongé pour cause de différents blocages : impraticabilité des routes, pannes répétées du transport, ramassage scolaire insuffisant, vétusté du matériel existant...

L'actuel P/APC est du moins très ambitieux en matière de «projets à redémarrer en tenant compte, tient-il à préciser, des doléances des comités de village et des associations afin d'appliquer ce qui a été convenu lors de entretiens avec la population pendant la dernière compagne électorale». Enfin les urgences sont là où l'attente semble inquiéter plus d'un.

A. Saly

CEM BASE III DE M'KIRA

Les classes d'examen sans professeurs de français

Au moment où la tutelle suggère aux enseignants ayant en charge les classes d'examen tous paliers confondus de prodiguer des cours de soutien, il existe des écoles où les apprenants manquent d'enseignants.

C'est le cas du CEM Base III sis à Akerrouch Oufella dans la commune de M'kira, dont les deux classes de 4e AM sont depuis le 5 janvier 2008 sans professeurs de français suite à la sortie en congé de maternité de leur professeur. Son remplacement, faut-il le souligner, n'est pas encore effectif.

Nous avons appris que son collègue chargé des autres classes paraissait loin de pouvoir y remédier en raison de la surcharge de son emploi du temps, 28 heures par semaine, si l'on croit une source proche du personnel enseignant.

Cette privation risque de perturber particulièrement la scolarité de ces futurs candidats au brevet de l'enseignement moyen (BEM) qui aura lieu à partir du 2 juin, sachant que la langue française représente l'une des matières principales avec un fort coefficient (3).

A cela s'ajoutent les grèves qui se profilent à l'horizon. Ce problème inquiète les parents d'élèves qui ont décidé de saisir le premier responsable du secteur de la wilaya de Tizi Ouzou dans les tout prochains jours. En effet, ils estiment d'ailleurs que la direction de l'école semble peu préoccupée après que les élèves eurent cumulé un ratage de plusieurs semaines de cours attendant vainement l'affectation d'un professeur suppléant. En outre, cet établissement vient de connaître un différend entre sa direction et deux commerçants ayant soumissionné espérant être fournisseurs d'un réfectoire. Il s'agit d'un malentendu qui a généré une altercation entre les deux parties qui ont échangé des accusations très graves.

La Gendarmerie nationale de Tizi Gheniff a été saisie.

A. S. Wahmed

Une station d'épuration pour Azazga et Fréha

Les cours d'eau d'Azazga et Fréha ne charrieront bientôt plus d'eaux usées qui empestent l'air, polluent l'environnement de ces deux villes industrielles et agricoles en faisant courir des risques certains à la nappe phréatique de la région et altèrent la qualité du milieu naturel.

Ces deux villes viennent de bénéficier d'un important projet de station d'épuration qui débarrassera l'eau de ses substances polluantes, indiquent les élus locaux qui précisent que le cahier des charges est déposé et que les consultations seront incessamment lancées par le ministère concerné. Au cœur des revendications de toutes les assemblées successives et des citoyens depuis les années 1990, ce projet de 200 milliards de centimes dont les travaux sont prévus pour cette année 2008, sera réalisé dans la ville de Fréha. Il est, selon eux, le plus important de la wilaya de Tizi Ouzou.

Bien que nous ignorons pour l'heure la capacité de traitement de ce nouvel équipement. Epurée mais non potable, l'eau peut alors être rejetée dans le milieu naturel.

Cet équipement constituera un autre atout pour Azazga qui postule plus que jamais à une promotion administrative dans le cadre des futurs découpages territoriaux.

S. Hammoum

MASCARA

Mandat de dépôt pour l'ex-président de l'APC de Maoussa

De source bien informée, nous avons appris que dans la journée d'avant-hier la chambre d'accusation a prononcé un mandat de dépôt contre l'ex-président de l'APC de Maoussa et deux autres personnes qui sont le chef de parc communal et un fournisseur dans le cadre d'une affaire relative à la gestion de cette commune. Signalons que ces trois personnes étaient sous contrôle judiciaire.

M. Meddeber

SIDI-BEL-ABBÈS

Onze personnes arrêtées pour proxénétisme

Onze personnes ont été arrêtées dans le quartier Adim-Fatiha, au chef-lieu, lors d'une perquisition de domicile suite à des informations qui sont parvenues aux services de police pour création de lieu de débauche et proxénétisme.

Sept d'entres elles ont été placées sous mandat de dépôt alors que les 4 autres ont bénéficié d'une citations directe.

Deux jeunes filles tentent de se suicider à Aïn-El-Berd

Une jeune fille de 25 ans, résidant dans la localité de Aïn-El-Berd, a tenté de mettre fin à ses jours dans la journée du 6 février dernier en avalant 3 boîtes de comprimés suite à un différend familial. Transportée en urgence vers les UMC du CHU de Sidi Bel-Abbès, elle a pu survivre à son geste irréfléchi grâce à la célérité des urgentistes qui l'ont prise en charge.

Quelques jours auparavant, une adolescente de 17 ans a tenté de se suicider en avalant elle aussi 15 comprimés suite à une dispute avec sa famille. Elle a pu être sauvée également in extremis par l'équipe médicale des urgences du CHU.

Saisie de 217 paires de chaussures à Sidi-Khaled

La Gendarmerie nationale a, dans la journée du 6 février dernier, intercepté à un point de contrôle au niveau du carrefour de Sidi Khaled, un taxi transportant trois hommes et une femme revenant de Zouia (Maghnia).

La fouille du véhicule a permis la découverte de 217 paires de chaussures en cuir d'une valeur de 6 200 000 centimes destinées à la vente clandestine. Les 4 passagers ont été écroués alors que le chauffeur de taxi a bénéficié d'une citation directe.

Avortement sur mineure

Une adolescente de 17 ans, enceinte, a fait l'objet d'un avortement au domicile d'une dame et de sa fille.

C'est la mère de l'adolescente qui a porté plainte lorsque sa fille lui a avoué sa situation dans la journée du 3 février dernier. L'enquête diligentée a permis d'identifier le jeune homme, âgé de 23 ans, qui aurait entretenu une relation avec l'adolescente.

La jeune fille a été placée sous contrôle judiciaire ainsi que la dame et sa fille alors que le jeune homme est en fuite.

A. M.